

Marseille, fake city (1)

À Marseille, le pire est toujours l'hypothèse d'avenir la plus probable, et huit morts et 2 000 réfugiés n'y changeront rien. 1720... 1938... 2018.

Par Pierre Louis Rozynès

Jean-Claude, cher Jean-Claude, très cher Jean-Claude, trop cher Jean-Claude,

Oui je sais, vous qui êtes gros consommateur de bondieuseries, vous traversez un calvaire. Rien qu'à lire le nombre de fois que vous prononcez le mot "compassion" à propos des victimes de la rue d'Aubagne, je me dis que ça doit être terrible pour vous, de compatir devant ces morts. Ils sont tout ce que vous détestez : des pauvres, des mètèques, des gauchistes, des sans-papiers, des familles décomposées...

Mais avant toute chose, promettez-moi surtout de pas démissionner, ni de passer l'arme à gauche. Ce serait un comble. À la question de votre départ lors d'une conférence de presse, vous avez éructé : "*Vous croyez qu'un capitaine démissionne pendant la tempête ? !*". Mais les événements s'accéléraient, un mois après leur déclenchement, plus rien n'est impossible, n'est-ce pas ? Il suffirait que vous obteniez des gages. Que l'État s'engage par exemple. Ce qui vous permettrait de la jouer sacrificiel. Qu'aurait-il à gagner, l'État ? Rien, des emmerdes et des dépenses supplémentaires. On y reviendra.

Dois-je tout d'abord vous remercier de m'avoir fait replonger ? Trois ans sans une ligne. Quelques tweets, mais rien de sérieux. Juste de quoi purger un agacement matinal après une nuit sonore. Chaque matin, mon ordinateur me livrait au réveil une pièce du puzzle de la décomposition du cadavre. Une déclaration indécente, la vôtre ou celle d'un des vôtres, la photo d'un chantier jamais fini, d'une piscine publique à l'abandon, d'une poubelle qui déborde, d'un trottoir affaissé, d'une chaussée explosée, un chiffre bidon, la facture trois fois plus élevée qu'ailleurs d'une patinoire inutile ou d'une batterie de caméras de vidéo-surveillance, un permis de construire illégal accordé à un adjoint ou, mieux encore, à un adversaire pour acheter son silence, des fouilles archéologiques recouvertes vite fait... mais jamais de façades lézardées. À l'époque, c'est-à-dire jusqu'au mois dernier, quand on levait les yeux avec inquiétude, c'était pour scruter le ciel et la météo, pas les fissures des bâtiments.

“Un chantier jamais fini, une piscine publique à l'abandon, une poubelle qui déborde, une chaussée explosée, un chiffre bidon, la facture trois fois plus élevée qu'ailleurs d'une patinoire inutile ou d'une batterie de caméras de vidéo-surveillance et un permis de construire illégal accordé à un adjoint”

Les dernières années ont été si fascinantes qu'elles ne pouvaient susciter que silence et sidération. Trump à la maison blanche, le PS réduit à la taille de la SFIO après 68, le parti gaulliste transformé en boutique poujado-pétainiste... Tout ça au profit d'un énarque trentenaire de droite étiqueté à gauche, accidentellement élu au nom d'un dégagisme légitime et d'un prétendu monde d'après. Je pensais que le silence que ça m'inspirait serait définitif. Je m'éloigne du sujet ? Non.

Emmanuel Macron et Jean-Claude Gaudin

D'autant que pendant ce temps-là, Marseille se portait comme un charme, à vous entendre, vous et vos gens, et à lire la presse. Des touristes en masse, des paquebots en pagaille, des tournages en série, des centres commerciaux aux quatre coins de la ville, des journalistes parisiens élogieux, des blogueuses ravies. La guerre des gangs et la pauvreté dans les cités, c'était pour la façade, enfin si on peut encore employer ce mot.

Et puis soudain... Ces bonnes nouvelles n'auraient donc été que fake news ?

Rassurez-vous, une loi a été votée il y a peu qui condamne ceux qui en diffuseraient en période électorale, et en période électorale uniquement et sur Internet exclusivement. Preuve qu'il ne s'agit, sous couvert de défendre la démocratie, que de protéger les politiciens pendant les soldes, et pas les consommateurs, ces salauds d'électeurs.

D'ailleurs, quelle importance. Ne vous représentant pas, votre bilan ne pourra plus être un argument de vente pour vos gens lorsqu'ils tenteront de vous succéder. Personne n'ira en prison pour mensonges électoraux.

Vous par contre... Votre prison sera intérieure, si elle ne l'est déjà.

Votre légende vire soudain au cauchemar. Votre enterrement de première classe, identique à celui de Defferre en 1986, a été annulé. Finir en haut de la liste des maudits de l'Histoire, vous n'aviez pas prévu ça, ni personne, d'ailleurs. Pour ma part, je n'en rêvais même plus. Le sujet, Marseille, ne provoquait plus que ce haussement d'épaules caractéristique du fatalisme ambiant. *"C'est Marseille, c'est comme ça..."* disait-on.

*

Depuis des décennies, la vérité n'avait plus sa place. Toute critique était fustigée. "Marseille bashing", répondiez-vous avec cet accent qui, paraît-il, est la clé de votre marketing politique.

“Depuis des décennies, la vérité n’avait plus sa place. Toute critique était fustigée. “Marseille bashing”, répondez-vous avec cet accent qui, paraît-il, est la clé de votre marketing politique”

Depuis trente ans et des poussières, vous êtes au pouvoir, cinquante si l’on remonte jusqu’à votre délégation d’adjoint... à l’urbanisme sous Defferre et votre élection à la présidence de la région Paca avec les voix du Front national, détail que vous aimeriez faire oublier ; et soudain, on parle ces jours-ci de vous pousser à la démission. Le peuple crie sous vos fenêtres éteintes. Il pétitionne, il semble enfin vouloir votre peau. Il en appelle les jours pairs à l’État, ce monstre froid contre lequel il manifeste les jours impairs. Il veut même mettre la ville sous tutelle, comme en 1938. Il crie démission. Vous répondez calvaire, drame, compassion... alors que vous devriez expier, mais collectivement, vous et vos gens.

Démission ? tutelle ? incurie ? Triple erreur. Là est l’enjeu politique. Car il ne s’agit que de ça. La mise sous tutelle est un propos de bistrot, une posture, du militantisme conversationnel propre aux réseaux sociaux.

J’ai déjà écrit là-dessus. La mise sous tutelle de 1938 a poussé à la démission un maire qui venait tout juste d’être élu, un socialiste, un adversaire des dirigeants du parti au pouvoir à l’époque, qui tenaient congrès à Marseille, ulcérés d’avoir vu leurs valises partir en fumée lors du fameux incendie de la Canebière. Cinq ans plus tard, en 1943, le conseil municipal, présidé par un haut fonctionnaire, organisait avec les nazis la destruction du quartier historique du Vieux-Port avec l’aval pressant de l’élite locale. La reconstruction allait rapporter gros, se disaient-ils. Déjà le foncier, le BTP et l’immobilier...

Votre démission solitaire ? Surtout pas ! Elle ne ferait qu’entériner votre action, l’enraciner. Elle dédouanerait en un instant les élus de leur responsabilité sur le dos de vos services administratifs et de vos fonctionnaires municipaux, métropolitains, départementaux, les trois instances entre vos mains ou celles des vôtres.

En effet, ce qui est arrivé rue d’Aubagne était prémédité. Les gros chantiers (Euroméditerranée, initié par votre prédécesseur, le Rouet, un quartier neuf loin de tout mais posé dans vos chers quartiers sud) ont profité aux gros requins (Vinci, Bouygues, Veolia, Constructa, etc.), tandis que l’élite locale se régalaient des miettes en se faisant marchande de sommeil avec l’aval de vos services pour reloger les populations déplacées.

Sur tout ça, je vous conseille un auteur, un métèque, un sociologue non officiel, un historien non académique, il a écrit la seule biographie lisible de la ville, et plus récemment, deux textes sur les événements du moment. Il s’appelle Alèssi Dell’Umbria (1).

On comprend donc que depuis quelques jours, les arrêtés de péril de bâtiments ont été anonymisés, les noms des propriétaires noircis sur les documents publics. On y trouve la mairie elle-même, ses filiales, des adjoints, des élus, des personnalités locales... Un who’s who de l’infamie dont on nous livre discrètement au téléphone, les noms, sous couvert d’anonymat.

Ironie, ou plutôt cynisme de l’Histoire : les gros bénéficiaires de votre politique ne seront jamais inquiétés. Laisser tomber en ruine la ville est un choix, une stratégie, qui vous permettait d’avoir la paix sociale avec le syndicat qui cogère la ville (Force ouvrière) pendant que tournait la planche à billets du BTP et de l’immobilier.

*

Comme bien d’autres, j’étais passé à autre chose. Le journalisme avait montré ses limites. Le public

– les masses, comme disait Marx – avait gagné : il ne consomme que ce qu’il veut entendre, il ne lit plus ni ne pense.

Face aux mots-clés et aux algorithmes, le combat était perdu. Vous aviez gagné sans combat et chacun était passé à autre chose en haussant les épaules.

Souffrir en silence et se résigner, parce qu’on aime cette ville, c’est ce qui soude la majorité de sa population. C’est désormais un fait politique et demain, électoral. Car tout finit dans les urnes, n’est ce pas. Vous avez été élu avec 20 % des électeurs (déduction faite des non-inscrits et des non-votants). Votre successeur le sera peut-être avec moins encore. Si c’est le cas, ce sera l’un des vôtres, vraisemblablement macronisé pour la cause. Ne fait-on pas chez vous voter les morts en masse et les hésitants en minibus ?

“Laisser tomber en ruine la ville est un choix, une stratégie, qui vous permettait d’avoir la paix sociale avec le syndicat qui cogère la ville (Force ouvrière) pendant que tournait la planche à billets du BTP et de l’immobilier”

Seuls les non-votants sont dans la rue, vous dites-vous. C’est un fait, ils font d’excellents manifestants mais de faibles électeurs. Il suffirait pourtant que quelques milliers d’entre eux s’inscrivent sur les listes électorales (le seul service efficace de votre administration, celui des listes électorales) pour faire basculer les prochaines municipales dans l’inconnue.

Et ça, vous le savez mieux que personne. Comme vous savez que vous n’avez pas d’opposition. Car votre seul talent politique a toujours été d’analyser avec justesse vos adversaires et de jouer avec la loi PLM [loi relative à l’organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon, instaurée par la loi Defferre, ndlr].

Cette loi, elle aussi, est caduque. D’abord parce qu’elle a été écrite et adoptée pour de simples raisons politiciennes en 1981. Defferre, après avoir imposé la décentralisation à Mitterrand, voulait rester majoritaire aux élections suivantes. Il a donc découpé les trois principales villes en secteurs électoraux distincts, ce qui lui a permis d’être réélu deux ans plus tard, tout en étant minoritaire en voix. Pour un peu, vous étiez élu douze ans plus tôt... Mais conséquence insidieuse imprévue et majeure, elle vous a permis d’abandonner la gestion de proximité, qui est le cœur d’une politique municipale. Les mairies de secteurs sont bonnes pour les mariages et l’état civil. Point. C’est ainsi que les quartiers nord, longtemps à gauche, sont devenus des banlieues sans cadre politique, sans transports, sans urbanisme, sans rien, pour faire court. Y règnent des trafiquants de drogue et deux sénateurs, un socialiste clientéliste et un fasciste raciste.

Tout allait bien dans le meilleur des mondes. Vos dauphins trépignaient d’impatience et, sadique, vous les nourrissiez de faux espoirs. Ce sera toi, non toi, ou alors toi.

*

L’automne avait pourtant mal commencé mais l’arrogance et la suffisance sont comme l’amour, ils rendent aveugle et violent.

On appelle ça des signaux faibles, des faits de mauvais augure qui en préfigurent d’autres. À la Plaine, une grande place populaire au croisement de plusieurs arrondissements, un projet de rénovation a tourné à la révolte.

“Vos dauphins trépignaient d’impatience et, sadique, vous les nourrissiez de faux espoirs. Ce sera toi, non toi, ou alors toi”

Cette population de “punks à chiens et de fumeurs de chichon”, selon les mots de votre sinistre adjoint à la rénovation, s’est révoltée, jetant la lumière sur vos méthodes. Rien de grave, quelques

centaines de manifestants quotidiens face au même nombre de flics. Ils étaient tous là : la sécurité publique, les CRS, la police municipale, la police nationale, la BAC, les nervis... Cinquante camions de CRS, un par arbre arraché. C'est un quota qui aurait dû vous alerter, mais vous n'avez pour vous informer que votre magnétoscope, le journal local du matin et un cabinet pléthorique de flatteurs qui cumulent indemnités, salaires, retraites, notes de frais et dessous de table.

*

On vous savait cruel et méchant avec vos adversaires, vos vacheries sont régulièrement médiatisées, comme vos "vous m'emmerdez" aux journalistes trop curieux. Mais on vous a soudain découvert méprisant avec votre population. D'ailleurs, est-ce la vôtre ? À force d'être locataire ou usufruitier, on se croit propriétaire. Non, c'est celle de cette ville. Et c'est son fameux nationalisme, si souvent pointé, que vous rencontrez maintenant parce qu'une minorité s'agite au nom des autres.

Le jour des "assassinats" de la rue d'Aubagne (je n'emploie volontairement pas le mot "drame" qui dédouane les fautifs et éloigne des coupables), votre premier mot en arrivant sur les lieux a été pour un vieil opposant communiste qui l'a immédiatement rendu public sur son blog : "*Vous n'êtes pas sous les décombres ?*". Non, mais vous, si. Une demi-heure après, vous étiez enfermé dans votre voiture garée non loin tandis que vos services tentaient encore d'accuser la pluie. Deuxième erreur : les Marseillais sont météopathes.

Vous êtes un maire hors sol. Vous habitez dans le Var, à Saint-Zacharie (vous n'aimez pas qu'on le rappelle) et cette ville, la vôtre, dites-vous avec la gourmandise d'un enfant unique gâté et en surpoids, vous ne la voyez qu'à travers les vitres de votre carrosse et votre service du protocole, ce résidu d'ancien régime, veillait à ce que vous ne marchiez jamais plus de 15 mètres. La goutte, paraît-il.

Tout se paye. Vous qui détestez trois choses : les journalistes, les juges et sauter un repas, vous allez être servi. Vous méritez bien que vous soient servis ces repas froids et indignes que vous avez fait porter les premiers jours avec condescendance aux déracinés du mois de novembre. Le premier jour seulement, car on est passé de huit morts à 2 000 sans-abri en moins d'un mois.

“Tout se paye. Vous qui détestez trois choses : les journalistes, les juges et sauter un repas, vous allez être servi”

Pire encore, on découvre chaque jour l'incapacité à s'occuper d'eux, les mettre à l'abri, les reloger, les informer sur leur sort. Deux mille sans-abri, ailleurs on parlerait de catastrophe nationale ; mais comme c'est à Marseille, ça reste un sujet marseillais.

Ce ne sont pas les médias traditionnels qui informent depuis un mois – et encore moins votre pléthorique service de communication – et qui en tiennent le décompte quotidien, ce sont les réseaux sociaux, nourris principalement par un site d'information soutenu par Médiapart (Marsactu) et un journaliste de 'La Marseillaise' sur son compte Twitter personnel.

Oui, le monde a changé et il vous tombe sur la tête. Dieu a cessé de vous protéger, lui à qui vous avez donné tant de gages. Vous avez retapé ses églises plutôt que les écoles, vous avez subventionné celles du privé (religieuses) au détriment de celles du public (laïques). Vous avez même béni un par un les santons de Noël... Dieu est ingrat et peut-être n'est-il plus fidèle, comme vous, à l'Opus Dei.

*

À la Plaine, donc, en octobre, une semaine avant les assassinats, vos services soudainement réactifs ont érigé en une nuit, à une vitesse soviétique, un mur de deux mètres autour de quelques arbres. Un mur façon Trump avec les Mexicains, ou façon Netanyahu avec les Palestiniens. Sitôt posé, sitôt

tagué, ce mur est déjà devenu un spot touristique...

En matière culturelle – encore une grosse blague sur laquelle j’ai trop écrit il y a quelques années –, Marseille est une capitale naissante du Street Art et de rien d’autre. Vos bibliothèques sont rares et fermées, vos musées aussi. Démentez et je vous sors leurs horaires.

*

Ce n’est pas un hasard si la rue d’Aubagne, devenue célèbre du jour au lendemain dans le monde entier, prend sa source à la Plaine, justement, pour se jeter sur la Canebière, entre un chantier jamais fini d’hôtel de luxe, annoncé depuis dix ans pour l’année suivante, et deux restaurants branchés qui ne connaîtraient peut-être pas un tel succès s’ils s’étaient posés ailleurs que dans cet hyper-centre de Noailles, grouillant de pauvres et de mêtèques auxquels les touristes adorent se frotter quelques minutes entre le Mucem, ce musée dont vous ne vouliez pas, et la Bonne Mère, cette église érigée il y a deux siècles pour éloigner la peste.

La peste, celle de 1720... La rue d’Aubagne croise la rue Estelle, du nom du maire de l’époque, un de vos prédécesseurs, qui est pourtant à l’origine de cette peste et de ses dizaines de milliers de morts, puisque le navire qui l’a apportée transportait une marchandise infestée lui appartenant et que, le sachant, il avait pourtant exigé qu’il accoste immédiatement et discrètement. J’avais déjà raconté cette histoire. Je digresse encore ? Évidemment que non.

*

Vos adversaires, les vrais, les seuls qui se lèvent aujourd’hui contre vous, ce peuple pauvre, non votant et gauchisant, dénonce une gentrification, mot-valise bien commode mais ici assez inapproprié, en fait. Un quartier gentrifié, c’est un quartier retapé, lissé, affadi, plus confortable qu’auparavant, mieux équipé qu’auparavant, dont les commerces changent, dont l’immobilier s’envole et dont la population est chassée par une autre. Ce n’est pas le cas ici. Même ça, vous ne savez pas le faire correctement.

“Un quartier gentrifié, c’est un quartier retapé, lissé, affadi, plus confortable qu’auparavant, dont l’immobilier s’envole et dont la population est chassée par une autre. Ce n’est pas le cas ici”

On connaît les faits. Un lundi matin, le 5 novembre vers 9 heures, deux petits immeubles anciens s’effondrent, puis trois. On annonce dix disparus, puis huit morts, mais soudain, un truc se passe. Huit morts, dans un tel accident, un édifice qui brûle ou qui s’effondre, c’est assez fréquent, il y a toujours un scandale derrière, mais il est balayé plus vite que les décombres par l’actualité ; sans conséquences aux élections suivantes. Toujours ce fatalisme propre aux pays pauvres.

À Gènes, l’an dernier, un viaduc s’est effondré sur un quartier pauvre. Quarante-trois morts. Deux jours après, le sujet était médiatiquement clos.

Puisqu’on est en Italie, restons-y un peu. Le magnétoscope qui trône dans votre bureau et dont se moquent désormais les journalistes est la preuve que pour vous, et surtout pour la ville, le temps s’est arrêté en 1995, date de votre installation dans ce fauteuil de maire dont vous rêviez tout petit. Et encore, jeune, vous étiez déjà vieux.

Un magnétoscope... Une preuve, mieux, une pièce à conviction, puisque la police et la justice sont installées dans vos murs depuis des mois qu’elle enquête sur les horaires de travail de vos services et, de fait, sur la co-gestion plus que trouble de la ville avec le syndicat Force ouvrière.

Dans ce magnétoscope, vous pourriez glisser la cassette VHS de ‘Main basse sur la ville’. Le soir de la rue d’Aubagne, j’ai immédiatement repensé à ce film de Francesco Rosi de 1963, je l’ai

téléchargé et revu.

C'est un film en noir et blanc, comme vous, qui se déroule à Naples. Les promoteurs érigent de nouveaux quartiers. Le personnage principal est l'un d'entre eux, le plus gros, le plus malin, le plus rapide. Un matin, deux mois avant les municipales, un vieil immeuble du centre-ville s'effondre à côté d'un de ses chantiers, il y a des morts et le maire est acculé. Il doit réagir. Il met le promoteur en quarantaine mais comme ce dernier est aussi conseiller municipal, la future majorité vacille. Le reste, vous le verrez avec Claude Bertrand, votre chef de cabinet depuis cinquante ans, c'est un cinéphile.

*

Revenons en 2018. Alors que s'est-il passé ? Aujourd'hui, un mois plus tard, ce sont 200 immeubles qui ont été évacués, 2 000 d'habitants délogés, et quasiment laissés à la rue, contrairement au récit compassionnel qu'en font vos services toujours réactifs pour diffuser des chiffres tronqués et des photos de plateaux-repas, et l'affaire fait toujours la une, et pas seulement celle de la presse locale, que vous teniez jusqu'ici silencieuse par la publicité que vous y dépensez (via la ville, la métropole et le conseil départemental), cette presse malade qui se refait une virginité et sert soudain à autre chose qu'à emballer le poisson et à commenter le football.

L'autre jour, on apprenait que quelques-uns des délogés récents devaient quitter fissa l'hôtel pourtant miteux où vous les aviez parkés parce qu'un congrès de vétérinaires se tenait. Normal, on les traite comme des animaux.

“Aujourd'hui, un mois plus tard, ce sont 200 immeubles qui ont été évacués, 2 000 d'habitants délogés, et quasiment laissés à la rue, contrairement au récit compassionnel qu'en font vos services toujours réactifs pour diffuser des chiffres tronqués et des photos de plateaux-repas”

On paye toujours par là où l'on a péché. Et vous votre péché, enfin, votre principal péché, car vous en traînez un chapelet, c'est évidemment l'argent. Mais pas n'importe quel argent. Pas l'argent du racket, pas l'argent de la drogue, pas l'argent des marchés des poubelles, pas l'argent de l'eau, pas l'argent des associations bidon, pas l'argent du foot, non, l'argent, le vrai, l'argent de l'immobilier, l'argent du BTP, l'argent du béton, l'argent du foncier.

Car Marseille, pourtant trois fois plus vaste que Paris, s'est construite et reconstruite sur elle-même, au fil du temps, au gré des besoins en main-d'œuvre de son industrie et de son patronat parce que le foncier, c'est le pétrole, et le pétrole, c'est le pactole.

Des terrains, des rues entières ont été revendues des dizaines de fois au fil des siècles, et avec vous, plusieurs fois en quelques années. La culbute, c'est la partouze du financier qui sait y faire. Des noms, des lieux vous viennent à l'esprit. À moi aussi.

Jean-Claude Gaudin et Jean-Luc Mélanchon

Mais même ça, vous l'avez raté. Et cet échec, vous l'avez camouflé. Combien de façades et de vitrines en trompe l'œil pour cacher l'échec commercial de ces opérations, sur la Canebière, la rue de la République, les centres commerciaux désormais déserts...

Vous m'excuserez de ne pas rentrer dans les détails, j'ai passé l'âge et il y a des rédactions payées pour ça et tout est d'ailleurs accessible via Google.

*

Marseille est un cul-de-sac, une ville qui ne sert plus à rien depuis 1960, depuis la fin des colonies et qui un jour, en 2000, a vu le TGV arriver.

Soudain, cette ville immobile s'est vendue et revendue, et re-revendue, par lots, par immeubles, par appartements, par maison, le mètre carré a fait fois dix en vingt ans, mais sans urbanisme, sans investissements ni équipements urbains supplémentaires, sans transports publics supplémentaires, sans écoles supplémentaires, sans trottoirs supplémentaires. D'ailleurs, les trottoirs, ils inexistent (leur largeur minimum réglementaire permettant à un passant ou à une poussette de passer n'est pas respectée). Et alors ? L'espace public, c'est comme le temps, c'est de l'argent.

“Si vous n'êtes pas contents, installez-vous à la campagne”, a récemment lâché avec agacement votre adjointe à l'urbanisme en réunion publique. La même qui se voyait un avenir politique mais qui peinait à se faire une notoriété, est enfin célèbre. C'est la dame avec la robe rouge sur les photos du pince-fesses pour un chocolatier que les réseaux sociaux ont soudain médiatisé, et donné dans votre mairie de Bagatelle, au cœur de votre cher quartier riche et bien blanc, deux jours après les assassinats de la rue d'Aubagne.

“Le mètre carré a fait fois dix en vingt ans, mais sans urbanisme, ni équipements urbains supplémentaires, sans transports publics supplémentaires, sans écoles supplémentaires,

■ sans trottoirs supplémentaires”

Alors que faire ? Il faut ma-cro-ni-ser, avez-vous dit. Immédiatement, vous avez fait ce que vous savez faire en cas de pépin, comme lorsqu’il y a des morts à la kalachnikov : mettre ça sur le dos de l’État, du manque d’effectifs policiers et puis, comme l’État est dirigé par la droite, même si elle ne dit pas son nom, vous avez filé à Paris, vous avez vu le Premier ministre, qui vient de votre parti, vous l’avez convié à déjeuner dans ce bouchon du VII^e arrondissement derrière les Invalides que vous affectionnez tant.

Votre idée, depuis des mois, c’était d’ailleurs de jouer l’étiquette Macron, il faut ma-cro-ni-ser, marteliez-vous en petit comité. Mais vos élus n’y étaient pas favorables. Ils craignaient que de nouveaux élus s’installent à la table et mangent dans leur assiette.

Ce Macron venu de nulle part raconte qu’il est amoureux de la ville et puis c’est Paris qui détient l’argent. C’est aussi et surtout, pour vous, le moyen de sortir par le haut, avec l’assurance qu’on n’ira pas vous chercher des poux, que votre bilan sera gelé. Comme Nixon démissionnait avec l’assurance que Gerald Ford l’amnistierait à peine assis dans son fauteuil.

Vous ne voulez pas particulièrement Macron, cet ovni politique, d’ailleurs, vous ne voulez personne, mais Macron voulait Marseille. Enfin, c’était avant qu’il ne dévisse. Il lui fallait des victoires aux prochaines municipales. Gagner Marseille en soutenant vos candidats se payerait désormais le prix fort : la reconstruction de la ville, sa remise en marche, et ça, l’État n’en a ni l’envie, ni les moyens. C’est cependant le scénario le plus probable. Il ne se passera rien, mais on tournera la page.

Puisqu’on est dans la tambouille, parlons des politiciens locaux. On en fera un abécédaire un autre jour.

Concentrons-nous un instant sur les plus puissants, qui sont aussi étrangement les plus silencieux depuis un mois. On ne les a pas entendus. Un silence assourdissant, inversement proportionnel à l’ambition de l’une et à la mégalomanie de l’autre.

Mélenchon, le député dont la circonscription est au cœur du sujet et recouvre les quartiers les plus pauvres : Euroméditerranée et ses pourtours, et l’hyper-centre, la Canebière, Noailles, la rue d’Aubagne.

Vassal, votre ultime avatar, la “fille cachée” que vous avez eu avec Guérini – toujours sénateur, toujours en liberté –, votre ancienne adjointe, et actuellement présidente des deux principales institutions publiques : le conseil départemental et la métropole.

Mélenchon ne sera pas candidat à votre succession, parce qu’il ne s’est jamais intéressé à Marseille, et Vassal est la mieux placée pour que rien ne change, sauf la façade. À Marseille, le pire est toujours l’hypothèse la plus probable. Mais même les façades vous lâchent.

(à suivre)

(1) [Marseille effondrée, Alèssi Dell’Umbria](#)

[‘Une Histoire universelle de Marseille’](#)(Agone, éditeur)